

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 4 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 495-1. — Verslag, nr. 495-2. — Erratum, nr. 495-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 3 juli 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29427]

20 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, conclu le 20 mars 2008, articles 3 et 4;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles conclu le 20 mars 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2012;

Vu le protocole n° 590 du Comité du Secteur XVI, établi le 14 décembre 2012;

Vu les accords du Ministre de la Fonction publique, donnés les 8 novembre 2012 et 18 juin 2013;

Vu l'avis n° 52.777/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président qui a les Relations internationales dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, les mots « Elle est subordonnée à la vacance d'un emploi. » sont supprimés;

2^o le § 1^{er} est complété par les mots : « Au niveau A, l'agent peut être promu au grade de premier attaché, de directeur ou d'inspecteur général.

A l'exception des promotions par avancement de grade aux grades de premier attaché, hors emploi d'encadrement, de gradué principal, d'assistant principal et d'adjoint principal et d'adjoint qualifié, la promotion par avancement de grade est subordonnée à la vacance d'un emploi de ce grade. »

Art. 2. Dans le Titre III, Chapitre V de l'arrêté précité, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

« Section III. — De la promotion par avancement de grade aux grades de premier gradué, de premier assistant, de premier adjoint. »

Art. 3. A l'article 43, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1 est abrogé;

2^o les 2 à 4 deviennent 1 à 3.

Art. 4. Dans le Titre III, Chapitre V de l'arrêté précité, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit :

« Section IV. — De la promotion par avancement de grade au grade de premier attaché, gradué principal, d'assistant principal, d'adjoint principal et d'adjoint qualifié ».

Art. 5. A l'article 47 de l'arrêté précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les 1 à 4 deviennent 2 à 5;

2° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 1 rédigé comme suit « 1. au grade de premier attaché, l'attaché;

3° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Est promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal, de gradué principal et de premier attaché, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de dix ans au moins pour le grade d'adjoint principal, et de quinze ans au moins pour les autres grades;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

L'adjoint est promu par avancement de grade au grade d'adjoint qualifié après cinq ans d'ancienneté de rang, s'il satisfait aux conditions visées à l'alinéa 2, 2° et 3°.

La promotion est accordée une fois par an aux agents sans qu'ils aient à faire acte de candidature par le Comité de direction. »

Art. 6. A l'article 48, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit « Dans le respect du nombre de promotions prévues dans le niveau pour l'année en cours, par le plan annuel budgétisé visé à l'article 36, peut être promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal, de gradué principal, de Premier attaché, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes : »

Alinéa 2 de l'article 48 de l'arrêté précité est supprimé.

Art. 7. A l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, les mots « Le Comité de direction établit » sont remplacés par les mots « Pour l'application des dispositions reprises à l'article 48, le Comité de direction établit, tous les deux ans, »

Art. 8. L'article 257 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 257. § 1^{er}. Aussi longtemps que les premières formations d'acquisition de compétences n'ont pas été dispensées et que l'organisation de l'épreuve de validation des compétences n'est pas clôturée :

1° la condition visée à l'article 44, 3°, est remplacée par une condition d'ancienneté de quatre ans;

2° la condition visée à l'article 48, alinéa 1^{er}, 4°, est remplacée par une épreuve de valorisation interne.

§ 2. La condition visée à l'article 41, 4°, n'est pas requise, aussi longtemps que le premier brevet de direction visé à l'article 105 n'est pas délivré.

La condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 5°, n'est pas requise, aussi longtemps que l'examen d'aptitude à l'encadrement n'est pas organisé.

La condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 6°, n'est pas requise, aussi longtemps que le test de sélection professionnelle n'est pas organisé.

Art. 9. Il est inséré un article 257/1 rédigé comme suit :

« Art. 257/1. § 1^{er} L'épreuve de valorisation interne visée à l'article 257, § 1^{er}, 2°, 3°, est organisée tous les deux ans par l'organisme.

§ 2. L'administrateur général ou son délégué annonce par note de service l'organisation de l'épreuve à laquelle peut s'inscrire tout agent réunissant les conditions de promotion visées à l'article 48, alinéa 1^{er}, 1 à 3.

§ 3. Les examinateurs de l'épreuve sont désignés par les Gouvernements parmi les agents de l'organisme de rang A4 au moins. Les Gouvernements arrêtent le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de l'épreuve. L'Administrateur général veille à son application.

§ 4. Le Comité de direction examine les rapports des examinateurs établis dans le cadre de l'épreuve et formule une proposition provisoire de classement des candidats pour les emplois de chaque grade sur base de la meilleure adéquation entre le profil de compétence des candidats et le profil de la fonction.

La proposition provisoire de classement est motivée et est notifiée aux candidats.

Tout candidat peut dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Comité de direction. Le Comité de direction statue sur la réclamation dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a introduit une réclamation ou qui a fait valoir ses observations.

En cas de modification de la proposition provisoire, la proposition motivée définitive de classement est notifiée à tous les candidats.

§ 5. L'administrateur général communique la proposition définitive de classement aux Gouvernements. ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

Art. 11. Les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29427]

20 JUNI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », gesloten op 20 maart 2008, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », gesloten op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 november 2012;

Gelet op het protocol nr. 590 van het Sectorcomité XVI, opgemaakt op 14 december 2012;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Ambtenarenzaken van 8 november 2012 en 18 juni 2013;

Gelet op het advies nr. 52.777/2 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President die bevoegd is voor de Internationale Betrekkingen en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « Ze is afhankelijk van een vacante betrekking. » geschrapt;

2° § 1 wordt aangevuld als volgt : « Op het niveau A kan de ambtenaar bevorderd worden in de graad van eerste attaché, directeur of inspecteur-generaal.

Met uitzondering van de bevorderingen door verhoging in graad in de graden van eerste attaché, buiten omkaderingsbetrekking, eerstaanwendend gegradueerde, eerstaanwendend assistent of eerstaanwendend adjunct en geschoold adjunct, is de bevordering door verhoging in graad afhankelijk van een vacante betrekking van deze graad. ».

Art. 2. In Titel III, Hoofdstuk V van het bovenvermelde besluit, wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt :

« Afdeling III. — Bevordering door verhoging in graad in de graden van eerste gegradueerde, eerste assistent, eerste adjunct. ».

Art. 3. In artikel 43, eerste lid, van het bovenvermelde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 1 wordt opgeheven;

2° 2 tot 4 worden 1 tot 3.

Art. 4. In Titel III, Hoofdstuk V van het bovenvermelde besluit wordt het opschrift van afdeling 4 vervangen als volgt :

« Afdeling IV. — Bevordering door verhoging in graad in de graad van eerste attaché, eerstaanwendend gegradueerde, eerstaanwendend assistent, eerstaanwendend adjunct en geschoold adjunct ».

Art. 5. In artikel 47 van het bovenvermelde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden 1 tot 4 2 tot 5;

2° in het eerste lid wordt een 1 ingevoegd, luidend als volgt : « 1. In de graad van eerste attaché, de attaché;

3° het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Wordt bevorderd door verhoging in graad in de graden van eerstaanwendig adjunct, eerstaanwendig assistent, eerstaanwendig gegradueerde en eerste attaché, de ambtenaar die aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° een ranganciënniteit van ten minste tien jaar tellen voor de graad van eerstaanwendig adjunct, en van ten minste vijftien jaar voor de andere graden;

2° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie;

3° geen definitieve en niet doorgehaalde tuchtsanctie ondergaan.

De adjunct wordt bevorderd door verhoging in graad in de graad van geschoold adjunct na vijf jaar ranganciënniteit als hij aan de voorwaarden bedoeld in het tweede lid, 2° en 3° beantwoordt.

De bevordering wordt een keer per jaar aan de ambtenaren toegekend zonder dat ze zich kandidaat hebben gesteld via het Directiecomité. ».

Art. 6. In artikel 48, eerste lid, van het bovenvermelde besluit wordt de inleidende zin vervangen als volgt : « Met inachtneming van het aantal bevorderingen voorzien in het niveau voor het lopende jaar, door het in de begroting opgenomen jaarplan bedoeld in artikel 36, kan bevorderd worden door verhoging in graad in de graden van eerstaanwendig adjunct, eerstaanwendig assistent, eerstaanwendig gegradueerde, eerste attaché, de ambtenaar die aan de volgende voorwaarden beantwoordt : »

Het tweede lid van artikel 48 van het bovenvermelde besluit wordt geschrapt.

Art. 7. In artikel 49, eerste lid, van het bovenvermelde besluit worden de woorden « Het Directiecomité stelt » vervangen door de woorden « Voor de toepassing van de bepalingen opgenomen in artikel 48, stelt het Directiecomité om de twee jaar ».

Art. 8. Artikel 257 van het bovenvermelde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 257. § 1. Zolang de eerste opleidingen voor de verwerving van de bevoegdheden niet werden verstrekt en de organisatie van de proef voor de bekrachtiging van de bevoegdheden niet afgesloten is :

1° wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 44, 3°, vervangen door een anciënniteitsvoorwaarde van vier jaar;

2° wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 48, eerste lid, 4°, vervangen door een interne bevorderingsproef.

§ 2. De voorwaarde bedoeld in artikel 41, 4°, is niet vereist, zolang het eerste directiebrevet bedoeld in artikel 105 niet is uitgereikt.

De voorwaarde bedoeld in artikel 44, eerste lid, 5° is niet vereist, zolang het examen voor de bekrachtiging van de bekwaamheid tot het waarnemen van een begeleiding niet wordt georganiseerd.

De voorwaarde bedoeld in artikel 44, eerste lid, 6°, is niet vereist, zolang de test voor de beroepsselectie niet wordt georganiseerd.

Art. 9. Er wordt een artikel 257/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 257/1. § 1. De interne bevorderingsproef bedoeld in artikel 257, § 1, 2°, 3°, wordt om de twee jaar door de instelling georganiseerd.

§ 2. De administrateur-generaal of zijn afgevaardigde deelt per dienstnota de organisatie van de proef mee waaraan elke ambtenaar zich kan inschrijven en die aan de bevorderingsvoorwaarden bedoeld in artikel 48, eerste lid, 1 tot 3 voldoet.

§ 3. De examinatoren van de proef worden door de Regeringen aangesteld onder de ambtenaren van de instelling van ten minste rang A4. De Regeringen stellen het huishoudelijk reglement op in verband met de organisatie van de proef. De administrateur-generaal zorgt voor de toepassing ervan.

§ 4. Het Directiecomité onderzoekt de verslagen van de examinatoren die opgesteld worden in het kader van de proef en formuleert een voorlopig voorstel voor de rangschikking van de kandidaten voor de betrekkingen van elke graad op basis van de beste adequate tussen het bekwaamheidsprofiel van de kandidaten en het ambtsprofiel.

Het voorlopige voorstel voor de rangschikking wordt gemotiveerd en meegedeeld aan de kandidaten.

Elke kandidaat kan binnen de vijftien dagen na de mededeling zijn waarnemingen laten gelden of een klacht indienen bij de voorzitter van het Directiecomité. Het Directiecomité beslist over de klacht binnen de maand van de ontvangst ervan, na de klager te hebben gehoord indien deze erom vraagt. De klager kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

De gemotiveerde beslissing van het Directiecomité over de waarnemingen of de klacht wordt meegedeeld aan de persoon die een klacht heeft ingediend of die zijn waarnemingen heeft laten gelden.

Bij wijziging van het voorlopige voorstel wordt het definitieve gemotiveerde voorstel voor de rangschikking aan alle kandidaten meegedeeld.

§ 5. De Administrateur-generaal deelt het definitieve voorstel voor de rangschikking aan de Regeringen mee. ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2011.

Art. 11. De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor de Internationale Betrekkingen en de Ambtenarenzaken, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2013/00484]

Police fédérale. — Mandat

Par arrêté royal du 18 juin 2013, la désignation de M. Daniel Sommelette à l'emploi de directeur judiciaire de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire d'Arlon est renouvelée, à la date du 1^{er} avril 2013.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2013/00484]

Federale politie. — Mandaat

Bij koninklijk besluit van 18 juni 2013 wordt de aanwijzing van de heer Daniel Sommelette voor de betrekking van gerechtelijk directeur van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Aarlen, met ingang van 1 april 2013, hernieuwd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2013/22367]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Chambre de première instance qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux. — Nomination de membres

Par arrêté royal du 6 juillet 2013, sont nommés membres de la Chambre de première instance qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et en allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national maladie-invalidité, M. DEWAME, Michel, en qualité de membre effectif et MM. LABYE, Philippe, LIEVENS, Pierre-Olivier et VANDENBERGHE, Daniel, en qualité des membres suppléants, sur la présentation de l'organisation professionnelle représentative des kinésithérapeutes, à partir du 30 septembre 2012.

Par le même arrêté, sont nommés membres de ladite Chambre, M. LAROCK, Philippe, en qualité de membre effectif et MM. AERENS, Christian et ROELANTS, Michel, en qualité de membres suppléants, sur la présentation de l'organisation professionnelle représentative des kinésithérapeutes, en remplacement respectivement de M. LEVA, Didier, membre effectif et MM. DE FRESART, Jacques et THIRY, Paul, membres suppléants, à partir du jour de la présente publication.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2013/22367]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Kamer van eerste aanleg die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en Duits, moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle. — Benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 6 juli 2013, worden benoemd tot leden van de Kamer van eerste aanleg die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en Duits moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, de heer DEWAME, Michel, in de hoedanigheid van werkend lid en de heren LABYE, Philippe, LIEVENS, Pierre-Olivier en VANDENBERGHE, Daniel, in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden, op voordracht van de representatieve beroepsorganisatie van de kinesitherapeuten, vanaf 30 september 2012.

Bij hetzelfde besluit, worden benoemd tot leden bij voornoemde Kamer, de heer LAROCK, Philippe, in de hoedanigheid van werkend lid en de heren AERENS, Christian en ROELANTS, Michel, in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden, op voordracht van de representatieve beroepsorganisatie van de kinesitherapeuten, ter vervanging van respectievelijk de heer LEVA, Didier, werkend lid en de heren DE FRESART, Jacques en THIRY, Paul, plaatsvervangende leden, vanaf de dag van deze bekendmaking.